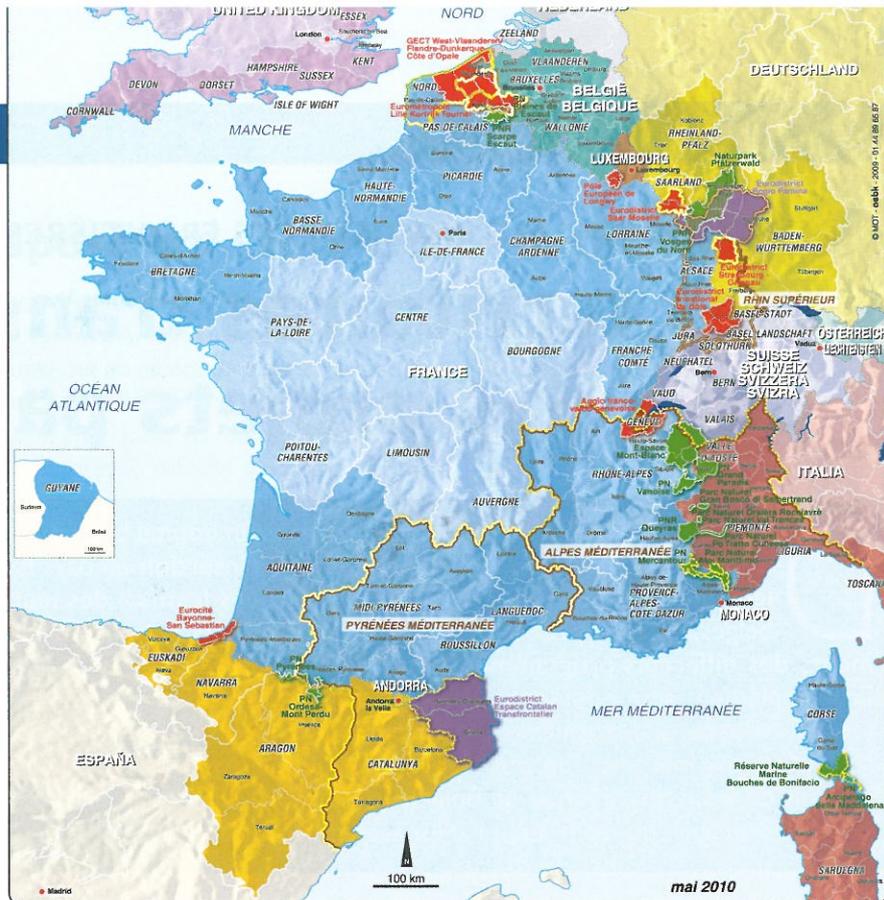


→ françaises et belges, une série de responsabilités qu'elle exerce de plein droit. A la Commission européenne, on compte déjà plus d'une dizaine de GECT constitués et une trentaine est en préparation. La construction d'un hôpital commun dans la vallée de Cerdagne, partagée entre la France et l'Espagne, est l'un des résultats les plus marquants de cette coopération. Construit grâce à des fonds européens et franco-espagnols, l'hôpital reçoit des malades des deux pays : les systèmes de sécurité sociale différent, les statuts des personnels également. Il a fallu lever les obstacles administratifs : les femmes qui accouchent peuvent déclarer, selon leur vœu, leur enfant né en France ou en Espagne. Quant aux défunts, ils peuvent franchir les quatre kilomètres séparant l'hôpital du cimetière sans respecter les règles internationales qui exigent un cercueil plombé pour passer la frontière. Plusieurs autres GECT sont déjà en fonctionnement : dans les Alpes franco-italiennes, entre Strasbourg et Ortenau, dans la « grande région » associant Lorraine-Luxembourg et Belgique, entre Sarre et Moselle...

SAM : des parcours d'insertion qui sautent les barrières

Quel intérêt pour les acteurs sociaux locaux? Francesca Verhenne est directrice de l'OCMW, en Flamand le CPAS, centre public d'action sociale, de Courtrai. L'eurométropole Lille-Courtrai-Tournai lui a ouvert la possibilité d'une collaboration avec d'autres organismes sociaux : deux CCAS de la métropole lilloise et le CPAS de Tournai. Le projet SAM propose des parcours transfrontaliers d'insertion pour



Source : Caisse des Dépôts

- Périmètre de projet de territoire transfrontalier urbain
 - Périmètre de projet de territoire transfrontalier rural ou naturel protégé
 - Périmètre de projet de territoire transfrontalier mixte (urbain et rural)
- Groupements Européens de Coopération Territoriale :
- Créés
 - En cours de création
- Fonds en couleur : exemple France et Italie
- franche
 - Espaces administratifs frontaliers
 - atténuée
 - Espaces administratifs non frontaliers

les publics fragilisés. « La mobilité constitue bien souvent un frein pour l'emploi des personnes éloignées du monde professionnel, note Francesca Verhenne. A la fin du parcours d'insertion, l'utilisateur sera habitué à effectuer des déplacements journaliers pour aller

travailler, dans un rayon d'une trentaine de kilomètres ». Également, des activités collectives sont conçues pour faciliter les rencontres et la création de manifestations communes. On envisage un livre de recettes franco-belges et des randonnées transfrontalières. On prépare l'organisation d'un carnaval mobile dans les quartiers avec la fanfare du V-TEX, qui réunit des musiciens des villes de l'eurométropole. Pour les personnes âgées, l'idée d'un travail autour de « la mémoire industrielle » est lancée. Au-delà de ces actions directes, les partenaires du projet SAM envisagent de développer des échanges entre professionnels de différentes structures des CCAS, le CPAS et l'OCMW. Ils permettront la découverte de pratiques particulières et innovantes. Le projet SAM pourrait déboucher sur une analyse commune des besoins sociaux transfrontaliers. « Chacun des partenaires a déjà son propre outil d'observation. L'objectif serait d'aboutir à la conception d'un outil commun, ce qui nous permettrait de sortir d'une logique d'urgence, de procéder à une analyse fine des besoins et d'adapter les politiques sociales menées localement ».

